

Dossier d'autorisation d'urbanisme

01008119I0003

La Chapelle Saint-Luc - Aube

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

06/08/2019

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 17/08/2026 à 09:23 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	01008119I0003
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	OPH TROYES AUBE HABITAT
SIREN / SIRET	341498061 / 34149806100017

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2019
Autorisation	06/08/2019
Décision	06/08/2019
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2019-08
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201908

Localisation

Adresse	34 RUE VEUVE BENARD BODIE LA CHAPELLE SAINT-LUC 10600
Commune	La Chapelle Saint-Luc (10081)
Département	Aube (10)
Région	Grand Est (44)
Code postal	10600
Parcelles cadastrales	AI 560

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
OPH TROYES AUBE HABITAT (OPH TROYES AUBE HABITAT) (OPH)	341498061	Société du permis
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SQUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
ALAIN MARIE JULES PEUCHERET	-	Administrateur
ANNE-MARIE SIMONE ZELTZ	-	Administrateur
ANNIE MADELEINE MARIE-LOUISE ROUVRE (ROSEZ)	-	Administrateur
CATHERINE VALERIE LEDOUBLE (DIRAND)	-	Administrateur
CHANTAL CHRISTIANE MARCELLE DERANGERE (BINARD)	-	Administrateur
CHANTAL HELENE ANGELE BOUSQUIERE	-	Administrateur
CHRISTIAN JACKY BEAUJEAN	-	Administrateur
CLAUDE GILBERTE COLETTE HOMEHR (NORMAND)	-	Administrateur
CLAUDETTE SUZANNE LUCIE MARCHAND (LAMBERT)	-	Administrateur
DOMINIQUE DANIEL GABRIEL DEHARBE	-	Administrateur
DOMINIQUE GASTON LOUIS LEMELLE	-	Administrateur
GERARD PIERRE RENE COLLARD	-	Administrateur
JEAN-BERNARD ALFRED VADROT	-	Administrateur
JEAN-JACQUES MORDIN	-	Administrateur
JEAN-PHILIPPE MARCEL ROBERT SOMMERHALTER	-	Administrateur
JEROME SIMON BONNEFOI	-	Administrateur
JOSE ARNALDO GONCALVES	-	Administrateur
MARIE EUGENIE BEAUMONT (BOKEA-WITO)	-	Administrateur
MARTINE FRANCOISE GRUAT (VINCENT)	-	Administrateur

MOUMOUNI JOSSELYN HOUNMENOU

-

Administrateur

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.